



Mission régionale d'autorité environnementale
de Bourgogne-Franche-Comté

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas relative à la modification simplifiée
du PLU de Bavilliers (Territoire-de-Belfort)**

n°BFC-2018-1679

Décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme :

La mission régionale d'autorité environnementale,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8 à R.104-16, R.104-28 à R.104-33, relatifs à l'évaluation environnementale de certains documents d'urbanisme ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable qui définit les règles générales de fonctionnement des MRAe ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai 2016 et du 15 décembre 2017 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) en date du 23 juin 2016 portant délégations pour la mise en œuvre de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme (examens au « cas par cas ») et la décision complémentaire prise par la MRAe de BFC lors de sa réunion du 16 janvier 2018 suite à la modification de sa composition ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°BFC-2018-1679 reçue le 04/06/2018, déposée par la commune de Bavilliers (90), portant sur la modification simplifiée de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu la consultation de l'Agence Régionale de Santé du Territoire-de-Belfort en date du 06/06/2018 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires du Territoire-de-Belfort du 02/07/2018 ;

1. Caractéristiques du document :

Considérant que la modification simplifiée du PLU de la commune de Bavilliers (superficie de 480 ha, population de 4826 habitants en 2015 (données INSEE)) est soumise à un examen au cas par cas afin de déterminer si elle doit faire l'objet d'une évaluation environnementale ;

Considérant que la commune de Bavilliers (90), dont le PLU a été approuvé le 8 octobre 2013 et modifié en 2015 et 2016, relève du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Territoire-de-Belfort approuvé le 27 février 2014 ;

Considérant que cette modification simplifiée du PLU vise principalement à réduire les aires de stationnement en retirant la mention « hors garage » dans le règlement des zones UA, UB, UC, UV et AU du PLU et en intégrant les garages dans les places de stationnement, dans le but de densifier les zones urbanisables et d'inciter la population à utiliser les transports en commun ;

2. Caractéristiques des incidences et de la zone susceptible d'être touchée :

Considérant que cette modification simplifiée porte sur des dispositions de portée limitée mais ayant un effet positif sur l'environnement (densification de l'urbanisation limitant la consommation d'espace et incitation à utiliser les transports en commun);

Considérant que la modification simplifiée du document d'urbanisme n'a pas pour effet d'impacter de façon significative des milieux naturels remarquables, des zones humides, des continuités écologiques, des habitats ou des espèces d'intérêt communautaire qui pourraient concerner la commune ;

Considérant que cette modification simplifiée n'est pas susceptible d'affecter les sites Natura 2000 les plus proches qui sont « Piémont Vosgien » et « Etangs et vallées du territoire de Belfort », tous deux situés à plus de 7 km du territoire communal ;

Considérant que la modification simplifiée du document d'urbanisme n'est pas de nature à augmenter l'exposition des populations à des risques, nuisances ou pollutions, ni d'affecter des ressources en eau potable ;

Considérant que la modification simplifiée du document d'urbanisme n'est pas susceptible d'avoir des incidences significatives et négatives sur l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

La modification simplifiée du PLU n'est pas soumise à évaluation environnementale en application de la section 1 du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le document peut être soumis.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet des missions régionales d'autorité environnementale.

Fait à Dijon, le 27 juillet 2018

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale
Bourgogne-Franche-Comté
et par délégation, la présidente



Monique NOVAT

Voies et délais de recours

Les décisions de dispense peuvent faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou de leur mise en ligne sur internet.

Les décisions dispensant d'évaluation environnementale ne constituent pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elles ne peuvent faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elles sont susceptibles d'être contestées à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

Les décisions soumettant à évaluation environnementale peuvent faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux qui doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux :

Madame la Présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bourgogne-Franche-Comté
Conseil général de l'environnement et du développement durable
57 rue de Mulhouse
21033 DIJON Cedex

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Dijon
22 rue d'Assas
21000 DIJON